

Diaspora marocaine

La situation dans les pays d'accueil empire

Malgré les mesures de relance, la croissance n'est pas au rendez-vous et le chômage frappe de plein fouet les immigrés, surtout en France, Espagne et Italie. Vu l'ampleur des dégâts, les mesures lancées par le gouvernement marocain ont des effets limités. Grâce à leur travail de proximité, les associations locales s'activent pour venir en aide aux personnes qui sont dans une fragilité extrême.

Les MRE surtout en Europe, où il y a une forte diaspora, continuent de subir de plein fouet la crise économique. Plusieurs indicateurs montrent clairement que nos concitoyens à l'étranger vivent des moments difficiles à commencer par leurs transferts en devises qui ont terminé l'année 2012 avec près de 4% de baisse. La même tendance se confirme au cours des premiers mois de l'année 2013.

En tout cas, la situation économique des principaux pays d'accueil, en l'occurrence la France, l'Espagne et l'Italie, reste toujours impactée par des tendances baissières. Les mesures de relance n'ont pas encore donné les effets escomptés, puisque les gouvernements sont contraints de renforcer les mesures d'austérité. Ces trois pays regroupent près de 75% des MRE, avec respectivement 1,2 million pour la France, 800.000 pour l'Espagne et 500.000 pour l'Italie. Le chômage bat son plein et les prévisions de croissance les plus optimistes prévoient une quasi-stagnation. Plusieurs MRE songent



Plusieurs MRE sont contraints de rentrer définitivement au Maroc.

déjà à faire leur retour définitif dans la mère patrie. «La vie devient difficile pour les Italiens de pure souche dont une partie n'arrive plus à joindre les deux bouts et demande une assistance sociale. Comment peut-on alors imaginer la situation des immigrés qui ne peut être que pire ?», explique Abdelkrim Fatihi, MRE dans la région de Turin et membre d'une association locale. Il a ajouté : «Si la situation devrait empirer, je n'ai pas le choix que de rentrer définitivement au pays pour attendre des jours meilleurs ou refaire une nouvelle vie. Je suis au chômage depuis 18 mois et j'ai une famille avec quatre personnes à charge, d'autant plus que je dois aider ma mère souffrante au Maroc».

Le cas d'Abdelkrim n'est pas isolé et la presse électronique relate quotidiennement la souffrance de nos MRE. Ahmed Rakbaoui est natif de la région de Fkih Bensaleh. Il a émigré depuis une quinzaine d'années en Espagne. Il relate dans ses déclarations sa situation catastrophique. «Je travaille dans le bâtiment, un secteur fortement secoué par la crise. J'ai perdu mon travail depuis quelques mois et je fais quelques bricolages pour subsister. Je fais actuellement des allers-retours fréquents au Maroc pour faire du commerce afin de payer au moins

mon loyer en Espagne et ne pas devenir un SDF».

Il faut noter que le gouvernement marocain a déjà lancé une série de mesures en faveur de la diaspora. Mais les témoignages recueillis reflètent un scepticisme. «Que peut faire l'Etat pour une communauté qui se chiffre à des centaines de milliers ? Même les représentations diplomatiques et consulaires se contentent de jouer un rôle purement administratif», s'est exclamé amèrement Rakbaoui.

Accompagnement sélectif

Les mesures prises par le gouvernement sont d'ordre transversal et concernent différents départements, mais elles sont pilotées par le département dédié à la Communauté marocaine à l'étranger. Elles ont trait notamment à l'accompagnement des MRE sur le plan juridique afin que leurs droits soient préservés en cas de licenciement. Dans ses déplacements dans les pays d'accueil, Abdellatif Maâzouz, ministre délégué auprès du chef du gouvernement chargé de la Communauté marocaine à l'étranger, a insisté sur le sujet mettant en exergue les conventions signées dans ce sens surtout avec la France, l'Espagne et l'Italie.

Pour les représentants des associations des MRE, les services

consulaires sont débordés et ne peuvent pas couvrir tout le territoire. L'accompagnement des MRE n'est pas généralisé et il est plus orienté vers la sensibilisation et l'information. Mais c'est plutôt la société civile qui joue un rôle primordial puisqu'elle dispose d'un avantage de taille, celui de la proximité. «A l'image des relations de solidarité et d'assistance communautaire qui existent au Maroc, notre association connaît parfaitement les contraintes et les difficultés des MRE selon leur milieu d'activité et aussi de résidence. Nous sommes un relais avec les autorités marocaines avec lesquelles nous partageons les informations. Nous menons également des opérations de collecte de dons en argent et en nature et des subventions que nous distribuons par la suite, selon les cas. Notre assistance a trait également au volet juridique en cas de litige avec l'employeur ou de chômage économique. Nous donnons une priorité aux personnes qui sont dans une fragilité extrême», explique-t-on auprès de l'association des MRE de Lyon.

Véritables acteurs de développement du pays, les MRE ont plus que jamais besoin de leur patrie pour les soutenir, au moins psychologiquement. ■

Charaf. Jaidani